

Unité départementale de Moselle  
4, rue François de Guise - CS 50551  
57009 Metz Cedex 01

Metz, le 12 février 2024

Tél : 03 54 44 02 80

[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16 janvier 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**KLV ENVIRONNEMENT**

14, route de Marimont

57260 Bourgaltroff

Références : BOURGALTROFF\_KLV\_2024-02-09\_RAPVI\_Suivi-echeances\_LVE\_25950.odt  
Code AIOT : 0006207081

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 janvier 2024 dans l'établissement KLV Environnement implanté route de Marimont – route départementale 28 - 57260 Bourgaltroff. L'inspection a été annoncée le 21 décembre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). La visite d'inspection du 16 janvier 2024 s'inscrit dans le cadre de l'action régionale suivi des échéances des mises en demeure.

Le 1<sup>er</sup> décembre 2014, l'inspection des installations classées a procédé à une visite d'inspection des installations exploitées de la société KLV Environnement à Bourgaltroff.

Lors de cette visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'une activité non autorisée de mise en balles de déchets non dangereux non inertes de déchets de papiers, cartons et plastiques en mélange, ainsi que la présence d'un stockage non autorisé de plusieurs milliers de balles de ces déchets sur le site de la société KLV Environnement à Bourgaltroff. L'ensemble des déchets non autorisés étaient estimés à 12 624 tonnes de déchets.

Lors de cette inspection, et suite à divers échanges avec les responsables de la société KLV Environnement, des justificatifs (registre des déchets entrants/sortants sur le site, bordereaux de suivi de déchets) ont été fournis à l'inspection des installations classées. Il est donc ressorti de ces échanges que les déchets mis en balles et stockés sur le site de Bourgaltroff provenaient de la société Blue Paper située à Strasbourg. La société Blue Paper est autorisée à exploiter une activité de fabrication de bobines de papier à partir de papiers et cartons recyclés depuis 2013.

La société KLV Environnement n'étant de fait pas autorisée à mettre en balles et entreposer ou stocker sur son site de Bourgaltroff des déchets non dangereux non inertes, hormis l'amiante liée (activité soumise à autorisation au titre de la rubrique 2760-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (installation de stockage de déchets non dangereux non inertes)), elle a été mise en demeure par arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-12 du 6 janvier 2015.

Suite à des discussions notamment en sous-préfecture de Sarrebourg Château-Salins en novembre 2022, un accord a été conclu le 18 avril 2023 entre les partis afin que la société KLV Environnement évacue pour traitement dans l'unité de valorisation CSR de la société Blue Paper les déchets restants stockés sur le site de KLV dans un délai de deux ans. L'opération s'est achevée le 24 novembre 2023.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KLV Environnement
- route de Marimont – route départementale 28 - 57260 Bourgaltrouff
- code AIOT : 0006207081
- régime : autorisation
- statut Seveso : non Seveso
- IED : non

La société KLV Environnement exploite une installation de stockage de déchets d'amiante liés à des matériaux inertes ainsi qu'une installation de stockage de déchets inertes sur le territoire de la commune de Bourgaltrouff.

Elle est autorisée par arrêté préfectoral n°2008-DDE/SAH-033 du 26 juin 2008 modifié.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée. »

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Évacuation des balles de déchets	Arrêté préfectoral de mesures conservatoires du 22/01/2015, article 2	Sans objet
2	Régularisation administrative balles déchets	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/01/2015, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris des mesures correctives permettant de lever la mise en demeure n°2015-DLP/BUPE-12 du 6 janvier 2015. De même, les prescriptions imposées par arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-78 du 22 janvier 2015 portant suspension et mesures conservatoires dans l'attente de la régularisation de la situation administrative de la société KLV Environnement sont respectées. L'activité illicite de mise en balle et de stockage des déchets de papeterie de la société Blue Paper sur le site de KLV Environnement à Bourgalstroff est régularisée par évacuation de ces déchets vers le site de Blue Paper.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Évacuation des balles de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral de mesures conservatoires du 22/01/2015, article 2
<b>Thème(s) :</b> Illégaux, déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les balles de déchets non dangereux non inertes, autre que les déchets d'amiante liés, présentes sur le site hors sol seront évacuées vers une filière dûment autorisée sous un délai maximal d'un mois. Les justificatifs de leur évacuation vers une filière dûment autorisée seront transmis à l'inspection des installations classées dès réception.
<b>Constats :</b> Suite à la réunion qui s'est tenue le 2 décembre 2022 en sous-préfecture de Sarrebourg en présence de la sous-préfète, de la société KLV Environnement, de la société Blue Paper et de l'inspection, un huissier mandaté par la société Blue Paper a réalisé un comptage global du nombre de balles restantes sur le site de KLV Environnement début 2023. Le nombre de balles restantes à évacuer était estimé à 7350.  Par courriel du 28 novembre 2023, la société KLV Environnement a informé l'inspection des installations classées de l'enlèvement total des balles de déchets sur son site de Bourgalstroff depuis le 24 novembre 2023.  Lors de la visite du 16 janvier 2024, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations l'ensemble des bordereaux de suivi des balles de déchets (194 bordereaux, pour 194 camions). Les transferts vers l'installation Blue Paper ont eu lieu du 2 mai 2023 au 24 novembre 2023. Chaque bordereau de suivi présenté par l'exploitant est accompagné du ticket de pesée au départ de l'installation KLV et d'un ticket de pesée à l'arrivée pour valorisation sur l'installation Blue Paper. L'inspection n'a pas d'observation sur ces bordereaux.  L'exploitant a également fourni à l'inspection des installations classées un tableau récapitulatif mensuel du nombre de balles évacuées et du tonnage associé. Au final, 7476 balles pour un poids total de 5362 tonnes ont été envoyées pour valorisation vers le CSR de Blue Paper à Strasbourg.  L'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-78 portant suspension et mesures

conservatoires pris le 22 janvier 2015 dans l'attente de la régularisation de la situation administrative de la société KLV Environnement à Bourgalstroff concernant l'installation de tri, transit, regroupement de déchets non dangereux non inertes et l'installation de stockage par enfouissement de déchets non dangereux non inertes est respecté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 2 : Régularisation administrative balles déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/01/2015, article 1
<b>Thème(s) :</b> Illégaux, exploitation sans autorisation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société KLV Environnement, exploitant une installation de stockage de déchets inertes et d'amiante lié à des matériaux inertes sise route de Marimont à Bourgalstroff, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative pour l'exploitation des activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- transit de déchets non dangereux non inertes ainsi que leur tri et leur mise en balles ;</li> <li>- enfouissement de déchets non dangereux non inertes autres que l'amiante lié ;</li> </ul> <p>soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) en adressant à Monsieur le préfet un dossier de demande d'autorisation conforme aux dispositions des articles R.512-2 à R.512-9 du code de l'environnement en préfecture ;</li> <li>b) soit en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L.512-6-1 du code de l'environnement.</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de visites du site post 2016, l'inspection des installations classées a constaté que l'activité de mise en balle des déchets de papeterie provenant de la société Blue Paper à Strasbourg a été intégralement démantelée.</p> <p>Lors de la visite du 16 janvier 2024, l'inspection constate l'évacuation de l'intégralité des balles de déchets (composés de bois, papiers, cartons, plastiques) précédemment stockées sur le site de Bourgalstroff.</p> <p>Aucun résidu de déchet n'est présent à l'ancien emplacement de stockage des balles (terre végétale).</p> <p>L'exploitant a procédé à la remise en état prévue à l'article L.512-6-1 du code de l'environnement et a placé le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>La mise en demeure n°2015 DLP/BUPE-12 du 6 janvier 2015 est respectée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite